

L'Europe sans politique face aux flux migratoires

Depuis des lustres, l'Europe est une terre d'immenses migrations. Cela n'a jamais été aussi vrai qu'aujourd'hui. C'est même une de ses caractéristiques par rapport aux autres continents : l'Union européenne (UE) est l'espace qui accueille le plus de migrants au monde.

La pression de l'immigration illégale atteint des niveaux sans précédent. Tout y concourt. La guerre qui depuis bientôt trois ans ravage l'arrière-cour proche-orientale de l'Europe fait fuir Irakiens, Syriens ou Libanais par dizaines de milliers.

ÉDITORIAL

Le chaos total qui transforme la Libye en champ de bataille s'y ajoute – sans compter les déçus de quelques autres « printemps arabes ». A court terme, rien n'annonce la moindre trêve dans un flux que vont encore nourrir la faillite de l'Ukraine et les différentes plaies de l'Afrique.

Notre confrère *The Financial Times* citait récemment quelques chiffres éloquentes. Fin

août, l'Italie enregistrait un record absolu : 100 000 immigrants illégaux dans l'année. Le précédent record date de 2011, avec 60 000 arrivées irrégulières. Pour les sept premiers mois de 2014, le nombre d'illégaux ayant gagné la Grèce en traversant la mer Egée a augmenté de 150 % par rapport à 2013...

Signe des temps : après avoir fermé Sangatte en 2002, Calais va rouvrir un centre pour les candidats à l'exil en Grande-Bretagne (*Le Monde* du 4 septembre). Ce centre va devoir prendre en charge une nouvelle population de migrants : des femmes et des enfants qui fuient la guerre.

On pourrait penser que l'Europe, terre d'immigration privilégiée, n'a d'autre choix que de traiter la question à bras-le-corps. Il n'en est rien. La question ne fait pas partie des priorités de l'Union européenne, qui ne dispose que de compétences disparates en matière d'asile et de lutte contre l'immigration clandestine. Après les drames à répétition de Lampedusa, l'Italie réclame toujours en vain une action plus décisive de l'UE, qu'elle n'a pas obtenue.

Celle-ci consacre moins de 1 % de son bud-

get à cette question centrale dans son existence qu'est l'immigration. Le résultat est désastreux. Là où seule une politique résolument intégrée, « fédérale » (l'horreur!), serait à la mesure du phénomène, règnent la plupart du temps le chacun-pour-soi et les règles parfois inadaptées des accords de Schengen (régissant la libre circulation intracommunautaire).

Italiens, Espagnols et Grecs sont en première ligne, riverains d'une Méditerranée que parcourent les flottilles de barques acheminant les illégaux – au péril de leur vie. Mais l'Europe ne les aide guère à faire face, qui n'a pas le pouvoir d'imposer une solidarité financière en ce domaine. Les deux tiers des irréguliers rejoindront l'Allemagne, la Suède, la Grande-Bretagne, la France ou l'Italie, quelle qu'y soit la conjoncture.

Il n'y a pas de solution miracle. Il faut dire la vérité. Arrêter l'immigration illégale n'est à la portée de personne. Bénéfique ou malheureuse, on ne peut y échapper. Elle requiert une politique communautaire prioritaire. C'est le devoir et l'intérêt de l'Europe. ■

